



Un éminent Néoconservateur appelle les Etats-Unis à renverser Poutine

Par [Robert Parry](#)

Mondialisation.ca, 12 octobre 2017

[Consortium News](#) 7 octobre 2016

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Cet article a été publié en anglais, le 7 octobre 2016.

Le président néoconservateur de la National Endowment for Democracy [NED – Fondation Nationale pour la Démocratie], financée par les contribuables américains, a appelé le gouvernement US à « trouver le courage » pour organiser le renversement du président russe Vladimir Poutine, en affirmant que le meurtre d'une journaliste russe, dix ans après, devrait en être l'inspiration.

Carl Gershman, qui dirige la NED depuis sa fondation en 1983, n'avance aucune preuve de la responsabilité de Poutine pour la mort d'Anna Politkovskaïa, mais utilise une colonne complète dans le *Washington Post* de vendredi pour créer cette impression, qualifiant sa mort de « *fenêtre sur Vladimir Poutine, l'autocrate du Kremlin que les Américains regardent pour la première fois* ».

Gershman termine son article en écrivant : « *Politkovskaya a reconnu le danger [en Poutine], mais elle et d'autres libéraux en Russie n'étaient pas assez forts pour l'arrêter. Les États-Unis ont le pouvoir de contrer et écarter ce danger. La question est de savoir si nous sommes capables de trouver le courage pour le faire. Se souvenir de Politkovskaïa peut nous aider à relever ce défi.* »

Le fait que Gershman demande aussi directement l'éviction du président russe, qui est clairement populaire, prouve une fois de plus que la NED est un véhicule piloté par les néoconservateurs qui cherche à créer les conditions politiques d'un « changement de régime », même si cela signifie destituer les dirigeants élus par les citoyens d'un pays.

Et il y a une raison à ce que la NED perçoive ainsi sa mission. En 1983, la NED a essentiellement assumé le rôle de la CIA, qui consistait à influencer les élections et à déstabiliser les gouvernements qui entravaient les intérêts des États-Unis, sauf que la NED exerce ces fonctions de façon quasi-officielle, alors que la CIA les exerçait de façon clandestine.

La NED sert également de caisse pour les néoconservateurs et autres agents de la politique étrangère des États-Unis car une part importante de l'argent de la NED circule par le biais d'organisations non gouvernementales ou d'ONG étasuniennes.

Cela fait de Gershman un financeur néoconservateur influent dont l'organisation distribue quelques 100 millions de dollars par an en argent des contribuables étasuniens aux

militants, journalistes et ONG à Washington et dans le monde entier. L'argent les aide à déstabiliser les gouvernements qui déplaisent à Washington – ou, comme Gershman préférerait le dire, « à bâtir des institutions démocratiques », même lorsque cela exige le renversement de dirigeants démocratiquement élus.

La NED a été l'un des principaux acteurs du coup d'État du 22 février 2014 qui a renversé le président élu ukrainien Viktor Ianoukovitch dans un putsch appuyé par les États-Unis et qui a déclenché la guerre civile en Ukraine entre les nationalistes ukrainiens de l'ouest et les Russes de l'est. La crise ukrainienne est devenue un point chaud dans la dangereuse guerre froide entre les États-Unis et la Russie.

Avant le coup d'État anti-Yanukovych, la NED finançait des dizaines de projets en Ukraine, que Gershman avait identifiés comme « le plus grand prix » dans une chronique du 26 septembre 2013, également publiée dans le *Washington Post*.

Dans cette chronique, Gershman a écrit qu'après que l'Occident ait revendiqué l'Ukraine, « les Russes, eux aussi, font face à un choix, et Poutine peut se retrouver du côté perdant non seulement dans la région proche, mais aussi en Russie elle-même. » En d'autres termes, Gershman considérait déjà l'Ukraine comme un pas important vers un prix encore plus grand, un « changement de régime » à Moscou.

Moins de cinq mois après la chronique de Gershman, des militants politiques pro-occidentaux et des combattants de rue néonazis – avec le soutien vigoureux des néoconservateurs US et du département d'État – ont organisé un coup d'État à Kiev, renversant Ianoukovitch et installant un régime férocement antirusse, que l'Occident a rapidement qualifié de « légitime ».

En réaction au coup d'État et à la violence qui a suivi contre les Russes de souche, les électeurs de Crimée ont approuvé un référendum avec 96 % des voix pour quitter l'Ukraine et rejoindre la Russie, une initiative que les gouvernements et les médias occidentaux ont qualifiée d' « invasion » et d' « annexion » russes.

Le nouveau régime de Kiev a ensuite monté ce qu'il a appelé une « opération antiterroriste », ou OAT, contre les Russes ethniques de l'Est qui avaient soutenu Ianoukovitch et qui refusaient le coup d'État anticonstitutionnel de Kiev.

L'OAT, dirigée [par des néonazis du bataillon Azov](#) et d'autres extrémistes, a tué des milliers de Russes de souche, incitant Moscou à venir en aide aux rebelles, un geste que l'Occident dénonce comme une 'agression'.

Blâmer Poutine

Dans sa dernière chronique, Gershman n'exhorte pas seulement les États-Unis à trouver le courage d'évincer Poutine, mais il montre aussi le genre de sophistication intelligente qui fait la réputation des néoconservateurs étasuniens. Bien qu'il n'ait pas de preuves, il laisse entendre que Poutine a ordonné le meurtre de Politkovskaïa et presque tous les autres « libéraux » morts en Russie.

C'est une technique que j'ai déjà vue employée en d'autres circonstances, comme les listes de « morts mystérieux » publiées par la droite étasunienne citant des gens qui ont croisé les chemins de Bill et Hillary Clinton et qui ont trouvé la mort. Ce type de calomnie répand la suspicion de culpabilité non pas sur la base de preuves mais sur le nombre de

connaissances et d'adversaires qui ont trouvé une mort prématurée.

Les listes de « morts mystérieux » constituent une sorte de théorie du complot effrayant qui transfère le fardeau de la preuve sur les cibles des calomnies qui doivent en quelque sorte prouver leur innocence, alors qu'il n'y a aucune preuve de leur culpabilité (seulement de vagues soupçons). C'est méprisable lorsqu'on l'applique aux dirigeants étasuniens et tout aussi méprisable lorsqu'on l'applique aux dirigeants russes, mais ça ce n'est pas quelque chose qui peut gêner quelqu'un comme Carl Gershman.

Au-delà de cela, la réflexion publique de Gershman sur les États-Unis invoquant « le courage » pour éliminer Poutine, devrait – dans un monde normal – disqualifier la NED et son président fondateur de détenir le privilège de distribuer l'argent des contribuables étasuniens à des agents à Washington et dans le monde entier. C'est extraordinairement provocant et dangereux, un exemple classique d'arrogance néoconservatrice.

Bien que les néoconservateurs adorent recourir à un langage dur, ils ne sont pas connus pour réfléchir aux conséquences de leurs plans de « changement de régime ». L'idée de déstabiliser la Russie dotée de l'arme nucléaire dans le but d'évincer Poutine, qui jouit d'un taux d'approbation de 82%, est peut-être le plan néoconservateur le plus insensé et le plus imprudent de tous.

Gershman et ses amis néoconservateurs peuvent fantasmer sur le fait de faire hurler l'économie russe tout en finançant des « libéraux » pro-occidentaux qui organiseraient des manifestations perturbatrices sur la Place Rouge, mais lui et ses amis n'en ont pas pesé les conséquences en cas de réussite.

Compte tenu de l'expérience dévastatrice que la plupart des Russes ont vécue lorsque les « libéraux » russes bien-aimés de la NED ont aidé à imposer la « thérapie de choc » US dans les années 1990 – une expérience qui a réduit l'espérance de vie moyenne d'une décennie entière – il est difficile de croire que les Russes prendraient simplement une nouvelle dose de cette potion amère.

Même si le Poutine calculateur devait être d'une manière ou d'une autre écarté à la suite d'une grave crise économique, il est beaucoup plus susceptible d'être suivi par un nationaliste russe beaucoup plus dur qui pourrait bien voir l'arsenal nucléaire de Moscou comme le seul moyen de protéger l'honneur de la mère Russie. En d'autres termes, le dernier plan de « changement de régime » des néoconservateurs pourrait bien être leur dernier, et le dernier pour toute l'humanité.

La caisse des Néoconservateurs

L'arrogance de Gershman soulève également des questions sur la raison pour laquelle le contribuable étasunien devrait tolérer ce qui équivaut à une caisse de 100 millions de dollars qui sert à provoquer des déstabilisations dangereuses partout dans le monde. Bien qu'elle porte le nom de « démocratie », la NED ne semble approuver les résultats démocratiques que lorsqu'ils correspondent aux aspirations de Washington.

Si un candidat qui n'est pas apprécié remporte une élection, la NED agit comme s'il s'agissait d'une preuve *prima facie* que le système est antidémocratique et doit être remplacé par un processus qui garantit la sélection des candidats qui feront ce que le gouvernement des États-Unis leur demande de faire. Autrement dit, le nom même de la

NED est une tromperie.

Mais cela ne devrait pas surprendre, puisque la NED fut créée en 1983 sur l'insistance du directeur de la CIA de Ronald Reagan, William J. Casey, qui voulait décharger une partie du travail traditionnel de la CIA pour s'assurer que les élections étrangères se déroulent d'une manière acceptable pour Washington, et lorsque ce n'était pas le cas – comme en Iran sous Mossadegh, au Guatemala sous Arbenz ou au Chili sous Allende – la CIA avait pour mission de miner et de détruire le vainqueur des élections.

En 1983, Casey et le principal propagandiste de la CIA, Walter Raymond Jr., qui avait été muté au Conseil National de Sécurité (CNS) de Reagan, voulaient créer un mécanisme de financement pour soutenir des groupes extérieurs, comme Freedom House et d'autres ONG, afin qu'ils puissent se livrer à de la propagande et à des actions politiques que la CIA avait dans le passé organisées et payées clandestinement. L'idée est née de créer une entité financée par le Congrès qui servirait de canal pour cet argent.

Dans [une lettre non datée](#) adressée à Edwin Meese III, conseiller de la Maison Blanche à l'époque, Casey exhorte à la création d'une « fonds national », mais reconnaît la nécessité de cacher les ficelles tirées par la CIA. « *De toute évidence, nous [à la CIA] ne devrions pas nous montrer à l'avant-garde dans le développement d'une telle organisation, ni en être un commanditaire ou un défenseur* », a écrit Casey.

La NED a pris forme à la fin de 1983, lorsque le Congrès a décidé de mettre de l'argent de côté – au sein de la NED – pour les partis républicains et démocrates et les syndicats, créant ainsi suffisamment de largesses bipartites pour que ma mesure soit adoptée.

Mais, selon un adjoint du Congrès qui a contribué à la rédaction de la législation, certains membres du Congrès ont pensé qu'il était important de priver la NED de toute association avec la CIA, si bien qu'une disposition fut incluse pour interdire la participation de tout fonctionnaire en exercice ou ancien de la CIA.

Cet assistant m'a dit qu'un soir à la fin de la session parlementaire de 1983, alors que le projet de loi était sur le point d'être présenté à la Chambre [des Représentants – Assemblée Nationale – NdT], l'officier de liaison de la CIA avec le Congrès est venu tambouriner à la porte du bureau du député Dante Fascell, un Démocrate chevronné du Comité des affaires étrangères de la Chambre et un des principaux parrains du projet de loi.

Le fonctionnaire agité de la CIA a transmis un seul message de la part du directeur de la CIA, Casey : la clause interdisant la participation du personnel de la CIA devait être rayée du projet de loi, a rappelé l'adjoint, notant que Fascell a consenti à la demande sans en saisir toutes les conséquences – qu'il permettrait Raymond et Casey de poursuivre leurs actions en coulisse.

L'assistant a déclaré que Fascell a également consenti au choix du gouvernement Reagan de Carl Gershman pour diriger la NED, sans réaliser non plus comment cette décision affecterait l'avenir de la nouvelle entité et la politique étrangère des Etats-Unis.

Gershman, qui avait suivi le chemin néoconservateur classique du socialisme juvénile à un anti-communisme féroce, devint le premier (et jusqu'à ce jour le seul) président de la NED. Bien que la NED soit techniquement indépendante de la politique étrangère américaine, Gershman a, pendant les premières années, coordonné avec Raymond au CNS les décisions

relatives aux subventions.

Par exemple, le 2 janvier 1985, Raymond a écrit à deux experts asiatiques du CNS que « *Carl Gershman a appelé au sujet d'une éventuelle subvention à la Chinese Alliance for Democracy (CAD - l'Alliance Chinoise pour la Démocratie). Je suis préoccupé par la dimension politique de cette demande. Nous ne devrions pas nous trouver dans une situation où nous devons répondre à la pression, mais cette demande pose un réel problème à Carl. Le sénateur [Orrin] Hatch, comme vous le savez, est membre du conseil d'administration. Deuxièmement, NED a déjà accordé une subvention importante pour un programme chinois connexe* »

Le co-équipiers des néoconservateurs

Dès le début, la NED est devenue un important bienfaiteur de Freedom House, à commencer par une subvention de 200 000 \$ en 1984 pour construire « *un réseau de faiseurs d'opinion démocratique* ». Au cours des quatre premières années de son existence, la NED, de 1984 à 1988, a investi 2,6 millions de dollars dans Freedom House, ce qui représente plus du tiers de son revenu total, selon une étude du libéral *Council on Hemispheric Affairs* intitulée "*Freedom House : Portrait of a Pass-Through.*"

Au cours des trois décennies qui ont suivi, Freedom House est devenue presque une filiale de la NED, se joignant souvent à la NED pour organiser des conférences politiques et publier des prises de position, les deux organisations poussant principalement un programme néoconservateur, défiant des pays jugés insuffisamment « libres », dont la Syrie, l'Ukraine (en 2014) et la Russie.

En effet, la NED et Freedom House travaillent souvent en équipe avec, d'un côté, des « organisations non gouvernementales » financées par la NED à l'intérieur des pays ciblés et, de l'autre côté, Freedom House critiquant ces gouvernements s'ils prennent des mesures de répression contre les ONG financées par les États-Unis.

Par exemple, le 16 novembre 2012, la NED et Freedom House se sont unis pour dénoncer la législation adoptée par le parlement russe qui exige que les bénéficiaires de l'argent politique étranger s'enregistrent auprès du gouvernement.

Ou, comme la NED et Freedom House l'ont expliqué : la Douma russe a cherché à « *restreindre les droits de l'homme et les activités des organisations de la société civile et leur capacité à recevoir un soutien de l'étranger. Les modifications apportées à la législation russe sur les ONG obligeront bientôt les organisations de la société civile recevant des fonds étrangers à choisir entre s'enregistrer en tant qu'"agents étrangers" ou faire face à des sanctions financières importantes et des accusations criminelles potentielles.* »

Bien sûr, les États-Unis ont une loi sur l'enregistrement des agents étrangers presque identique qui exige également que les entités qui reçoivent des fonds étrangers et cherchent à influencer la politique du gouvernement étasunien s'enregistrent auprès du ministère de la Justice au risque d'amendes ou des peines d'emprisonnement.

Mais la loi russe entraverait les efforts de la NED pour déstabiliser le gouvernement russe en finançant des activistes politiques, des journalistes et des organisations civiques, et fut donc dénoncée comme une atteinte aux droits de l'homme et permis à Freedom House de classer la Russie dans la catégorie des pays « non libres ».

Une autre équipe anti-Putin est composée des rédacteurs en chef du *Washington Post* et de Gershman de la NED. Le 28 juillet 2015, un éditorial du *Post* et une chronique de Gershman ont amené les lecteurs à croire que Poutine était paranoïaque et « *rendu fou par le pouvoir* » en craignant que l'argent extérieur canalisé vers les ONG menaçait la souveraineté russe.

Le *Post* et Gershman étaient particulièrement indignés que les Russes aient promulgué la loi obligeant les ONG financées de l'étranger et cherchant à influencer les politiques russes à s'enregistrer comme « agents étrangers » et que l'une des premières opérations de financement à être visée était la NED elle-même.

Les rédacteurs du *Post* ont écrit que :

« *le dernier geste de Poutine... est de déclarer la NED comme une organisation « indésirable » selon les termes d'une loi que M. Poutine a signée en mai [2015]. La loi interdit les groupes étrangers qui sont considérés comme une 'menace pour les fondements du système constitutionnel de la Fédération de Russie, ses capacités de défense et sa sécurité nationale* ».

« *L'accusation contre le NED est manifestement ridicule. Les [boursiers du NED en Russie](#) l'année dernière représentent toute la société civile. Ils ont plaidé pour la transparence dans les affaires publiques, lutté contre la corruption et promu les droits de l'homme, la liberté d'information et la liberté d'association, entre autres. Toutes ces activités contribuent à une démocratie saine, mais sont perçues comme menaçantes depuis les remparts du Kremlin.* »

« *La nouvelle loi sur les 'indésirables' vient s'ajouter à [une loi signée en 2012](#) qui donnait aux autorités le pouvoir de déclarer les organisations '[agents étrangers](#)' si elles s'adonnent à des activités politiques et reçoivent de l'argent de l'étranger. Cette désignation, datant de l'ère Staline, implique l'espionnage.* »

Cependant, parmi les points importants que les rédacteurs du *Washington Post* se sont abstenus de communiquer à leurs lecteurs, il y a le fait que la loi russe sur l'enregistrement des agents étrangers a été calquée sur la loi étasunienne sur l'enregistrement des agents étrangers (Foreign Agent Registration Act) et que le président de la NED, Gershman, avait déjà clairement indiqué publiquement – dans sa colonne du 26 septembre 2013 – que son objectif était de renverser le président élu de la Russie.

Dans sa colonne du 28 juillet 2015, Gershman a également jugé le gouvernement de Poutine illégitime. « *La nouvelle loi russe contre les ONG, en vertu de laquelle la NED... a été déclarée « [organisation indésirable](#) » et interdite d'opérer en Russie, est l'ultime preuve que le régime du président Vladimir Poutine fait face à une aggravation de la crise de légitimité politique* », a écrit Gershman, en ajoutant :

« *C'est dans ce contexte que la Russie a adopté la loi interdisant aux démocrates russes d'obtenir une assistance internationale pour promouvoir la liberté d'expression, l'État de droit et un système politique démocratique. Fait significatif, les démocrates n'ont pas reculé. Ils n'ont pas été dissuadés par les sanctions pénales prévues par la loi sur les « agents étrangers » et d'autres lois répressives. Ils savent que ces lois sont en contradiction avec le droit international, qui autorise une telle aide, et que les lois sont destinées à bloquer un avenir meilleur pour la Russie.* »

La référence à comment une loi sur l'enregistrement des « agents étrangers » entre en conflit avec le droit international aurait pu être l'occasion pour Gershman d'expliquer pourquoi ce qui serait bon pour les uns aux États-Unis ne le serait pas pour les autres en Russie. Mais l'hypocrisie est une chose difficile à rationaliser et cela aurait réduit l'impact propagandiste de sa chronique.

En outre, ce qui aurait aussi réduit l'impact de sa chronique aurait été de reconnaître la provenance de l'argent de la NED. Gershman n'en a donc pas parlé non plus. Après tout, combien de gouvernements permettraient à une puissance étrangère hostile de parrainer des politiciens et des organisations civiques dont la mission est de miner et de renverser le gouvernement en place et de le remplacer par quelqu'un qui se conformerait à cette puissance étrangère ?

Et, pour ceux qui auraient encore des doutes quant aux intentions de Gershman concernant la Russie, celles-ci devraient être dissipées par sa chronique de vendredi dernier dans laquelle il appelle les États-Unis à « *trouver le courage* » pour « *contrer et écarter ce danger* », danger qu'il désigne clairement comme étant le maintien au pouvoir de Vladimir Poutine.

Robert Parry

Article original en anglais :



[“Regime Change” in Russia: Key Neocon Calls On Washington To Remove President Putin From Office](#)

Consortium News, le 7 octobre 2017

Traduction par VD pour [le Grand Soir](#)

La source originale de cet article est [Consortium News](#)

Copyright © [Robert Parry](#), [Consortium News](#), 2017

Articles Par : **[Robert Parry](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez :

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca